

## Table ronde sur la recherche caraïbienne au Québec

Georges Anglade, Emerson Douyon, Serge Larose, Kari Levitt and Victor Piché

Volume 8, Number 2, 1984

Caraïbes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006204ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006204ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

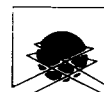
1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Anglade, G., Douyon, E., Larose, S., Levitt, K. & Piché, V. (1984). Table ronde sur la recherche caraïbienne au Québec. *Anthropologie et Sociétés*, 8(2), 189–200. <https://doi.org/10.7202/006204ar>

# TABLE RONDE SUR LA RECHERCHE CARAÏBÉENNE AU QUÉBEC



**Georges Anglade, Emerson Douyon, Serge Larose,  
Kari Levitt et Victor Piché**  
Centre de Recherches Caraïbes  
Université de Montréal

Il est possible de parler d'une tradition de recherches québécoises dans la Caraïbe. Dès l'après-guerre, de nombreux étudiants en provenance de la Caraïbe anglophone venaient poursuivre des études à l'Université McGill. Dans les années soixante, la recherche s'organise autour du département de géographie et de monsieur Théo Hills qui, l'un des premiers, permettra à de nombreux étudiants de « faire du terrain » dans l'archipel. Peu après, les études au département de sciences économiques se développent sous l'impulsion du professeur Kari Levitt. Mentionnons également l'existence d'une station de biologie marine de l'université à la Barbade.

Dans le monde francophone les recherches caraïbéennes seront étroitement associées à la naissance du département d'anthropologie de l'Université de Montréal dont le premier directeur, Guy Dubreuil, avait travaillé en Martinique. Grâce au dynamisme de Jean Benoist, fondateur du Centre de Recherches Caraïbes de l'Université de Montréal (CRC), toute une génération de jeunes chercheurs francophones put s'initier à la recherche anthropologique aux Antilles françaises. L'Université de Montréal anime depuis une quinzaine d'années une station de recherches à la Martinique. On pourrait aisément identifier une cinquantaine de professeurs et chercheurs, dispersés aujourd'hui dans les universités de Sherbrooke, Laval et du Québec, pour qui la Caraïbe constitue toujours aujourd'hui une préoccupation majeure de recherches. L'arrivée au Québec d'une importante immigration haïtienne a contribué, plus récemment, à un certain renouvellement des préoccupations vers l'étude des phénomènes migratoires et ethniques au Québec même.

Les deux courants, anglophones et francophones, se sont développés de façon relativement indépendante l'un par rapport à l'autre. Un mouvement de collaboration est cependant amorcé entre le Centre de Recherches Caraïbes et l'Unité de Recherche Caraïbéenne du Center for Developing Area Studies. Cette collaboration s'est concrétisée par l'édition commune d'un

bulletin d'information et dans un projet majeur de recherches, financé par la fondation Donner, sur les politiques canadiennes vis-à-vis la Caraïbe. Cette collaboration s'inscrit dans un mouvement multiforme beaucoup plus large où les Antillais, tant au Québec que dans la Caraïbe, multiplient les contacts et développent des voisinages que plus de trois cents ans de colonisation avaient jusque-là interdits.

Il nous est apparu opportun de réunir quelques personnes ayant vécu cette période autour d'une table ronde, afin de débattre des orientations futures de la recherche caraïbienne au Québec. Georges Anglade est géographe à l'Université du Québec à Montréal et l'auteur d'un « Atlas Critique d'Haïti » ainsi que de deux manuels de géographie qui ont été marquants dans la production scientifique des dix dernières années.

Kari Levitt est économiste et professeur au département de Sciences Économiques de l'Université McGill; elle est également directrice de l'Unité de Recherche Caraïbienne du Center for Developing Area Studies. Madame Levitt est liée de très près à la Caraïbe anglophone et a été amenée à préparer un document de fond pour le Comité Permanent des Affaires Extérieures et de la Défense Nationale de la Chambre des Communes du parlement canadien (1982).

Psychologue de formation, Emerson Douyon est professeur au département de Criminologie de l'Université de Montréal. Membre du bureau de direction du CRC depuis plusieurs années, il a été l'un des organisateurs du premier grand symposium sur la recherche haïtienne tenu à Montréal en 1970.

Victor Piché est directeur du CRC et professeur au département de Démographie de l'Université de Montréal. Il s'est surtout impliqué dans la mise sur pied d'un programme de recherches sur la migration caraïbienne au Québec. Avec Joel Grégory, il a axé ses recherches sur le rôle de la migration dans le développement économique de la Haute Volta et maintenant dans la région Caraïbe.

Serge Larose est anthropologue et adjoint au directeur du CRC. Il travaille depuis de nombreuses années dans la Caraïbe. Il s'est d'abord intéressé aux rapports vaudou — structure foncière en Haïti et, plus récemment, a contribué à la mise sur pied du programme de recherches sur les migrations antillaises du CRC.

Cette table ronde ne se prétend pas un inventaire exhaustif des préoccupations actuelles des chercheurs. Nous avons voulu, modestement, poser une série de questions qui nous semblent aujourd'hui pertinentes. En dépit de l'hétérogénéité des intérêts exprimés, certaines convergences semblent ressortir au-delà des frontières linguistiques et disciplinaires des intervenants. C'est ainsi que, sans rejeter l'apport des théories structurelles et globales du sous-développement qui se sont affirmées dans les années 70,

les chercheurs sentent maintenant le besoin d'un retour nécessaire au vécu, au local, aux formes alternatives de production et de résistance. Contre la Machine, se redonner des prises sur le concret afin de reprendre l'initiative des luttes, tel pourrait être l'agenda de nos recherches pour les années 80.

*Serge Larose*

Il existe au Québec une tradition de recherches sur la Caraïbe. Nous vous avons réuni, un peu pour en faire un bilan, mais surtout pour dégager quelles devraient en être les perspectives d'avenir. Après Grenade, la Caraïbe entre dans une conjoncture difficile. Depuis une vingtaine d'années, cette Caraïbe s'est aussi profondément modifiée : crise du secteur agricole tant vivrier que de plantation, développement du tourisme de masse, industrialisations dépendantes, émigration massive vers les centres industriels des États-Unis et du Canada. Que devraient privilégier les chercheurs dans les dix prochaines années ?

*Georges Anglade*

Concernant le Québec où je vis depuis 1969, disons qu'il y a eu trois moments de cette recherche. McGill s'intéressait beaucoup aux Antilles anglophones dans une perspective politico-économique en raison de l'importance du Black Power au tournant de la décennie 70. Du côté francophone, la recherche se développa autour du département d'Anthropologie de l'Université de Montréal. On se penchait essentiellement sur les Antilles dites « françaises ». Puis, plus récemment, il y a eu l'émergence de cette prise de parole des natifs sur eux-mêmes ainsi que le montrent éloquemment les débats sur la question haïtienne. Trois courants, trois pratiques en voie de converger. J'ai le sentiment qu'actuellement quelque chose est en train de se cristalliser en dépit des difficultés rencontrées.

*Kari Levitt*

Il faudrait également mentionner deux autres axes. La recherche de Paquette sur la paysannerie antillaise, à Sherbrooke, qui rejoint nos recherches sur la production alimentaire dans la Caraïbe; et ces études sur la littérature caraïbienne anglophone sous la direction de Elliott au département « d'English Language » de McGill. Trois thèses viennent de sortir sur Naipaul, Walcott. La collaboration commence à se faire entre Montréal et McGill. Hier, j'ai reçu une étudiante du département d'anthropologie de Montréal qui fait une thèse sur le « ganja » à la Jamaïque.

*Serge Larose*

Les universités sont de petites îles. On dirait qu'en se penchant sur la Caraïbe, elles commencent à entrecroiser leurs intérêts. Depuis longtemps les individus vont dans la Caraïbe; pour toutes sortes de raisons. Cette convergence que nous semblons déceler maintenant ne se fait pas en dehors de nous. Par cette rencontre, peut-être contribuons-nous à lui donner une consistance qu'elle n'a pas. Nous sommes en train de lui façonner un sens; nous faisons partie de la dynamique. Mais comment expliquer cet intérêt ? Quels sont les enjeux de la recherche québécoise dans la Caraïbe ?

*Kari Levitt*

Au-delà des motifs personnels, c'est la partie du tiers-monde qui nous est le plus accessible. Tout le monde va dans la Caraïbe, ne serait-ce que pour y passer ses vacances.

*Victor Piché*

Ce n'est pas par hasard si universités francophones et anglophones commencent à se contacter. La situation politique au Québec avait entraîné une véritable polarisation entre francophones et anglophones. Ne désignait-on pas tous les autres sous le terme générique « allophones » quelle que soit leur origine. On assiste maintenant à un véritable éclatement au Québec; la société prend conscience de sa multiethnicité. Simultanément, on assiste dans nos universités à un éclatement multidisciplinaire. La Caraïbe imprègne de plus en plus les différentes branches des sciences sociales, pas seulement l'anthropologie mais aussi l'économie, la démographie, les études littéraires.

*Georges Anglade*

Il y a maintenant, dans la Caraïbe, quelque chose qui est en train de se passer. Bien sûr, il y a eu les Anglais, les Français... Des ponts s'établissent entre eux. Mais, retournons dans la Caraïbe même. Je vois un autre questionnement qui émerge : c'est l'opposition entre une parole native et une parole « autre ». Je ne crois pas que l'opposition fondamentale soit entre natif/pas natif, mais la faille est là, profonde. Il est évident que les pères de ma génération ont été les porteurs de valises des grands patrons tant américains qu'euro-péens; ils ne pouvaient pas faire autrement. Mais leurs enfants sont allés aux universités d'Europe et des Amériques et, quand ils commencent à prendre la parole sur ces réalités qui sont les leurs, quand les « natifs » commencent à rompre et à dire leurs préoccupations, par exemple sur les « marges », on aboutit à une recherche toute différente de celle venue d'ailleurs. Les congrès de ces dernières années ont été vraiment désagréables; les « natifs » se sont réunis entre eux, dans des salles à part, un peu partout dans la Caraïbe. Il faut être très attentif à une réalité qui essaie de se dire par ceux qui s'y sentent viscéralement impliqués. Il faudra d'ailleurs un jour débattre de ce que « faire du terrain » veut dire.

*Kari Levitt*

Tu as raison. C'est pour ça que toutes les thèses portant sur la Caraïbe que j'ai dirigées ont été l'œuvre d'étudiants antillais. Je n'ai jamais dirigé une thèse faite par un Québécois ou un Canadien; c'est impossible, je pense, pour ces jeunes-là de comprendre la Caraïbe.

*Serge Larose*

Je ne serais pas aussi pessimiste. Ce que Georges soulève peut être interprété différemment : le dedans et le dehors. Je pense à tous ces immigrants antillais qui sont en Amérique du Nord et qui tiennent parole sur la Caraïbe et qui, pour les gens du dedans, sont considérés comme des gens du dehors. Je n'ai pas compris le sens de « natif » dans le sens de « né aux Caraïbes » seulement. La problématique du dedans et du dehors prend une dimension particulière dans la Caraïbe à cause de cette grande mobilité qui caractérise les populations de la région.

*Georges Anglade*

Le « natif » est apparu là, dans la Caraïbe et au départ, je dirais que c'est ce sentiment de toucher une réalité « tripale ». Autre chose aussi, plus aucun Européen ne vient maintenant, en trois mois ou six mois, écrire quoi que ce soit sur le sauvetage du Québec. Le livre fait en trois semaines ou trois mois par un « expert » de passage au Québec, c'est aujourd'hui terminé. Je crois que le dernier « Que sais-je » sur le Québec fait par un géographe de passage, trois ou quatre semaines... date de plus de dix ans. Maintenant, au Québec, ce n'est plus possible; cela n'a aucun sens. Les natifs

- Georges Anglade* ont pris leur place. La même chose est en train de se produire dans la Caraïbe. Il est certain que les problématiques sont très différentes entre natifs vivant « au dedans » ou « en dehors » mais, comme au Québec actuellement, la légitimité des discours prend racine dans le corps à corps du sujet, de l'objet, du projet. Le débat en est là maintenant. Si vous saviez comme il est mal venu de parler créole dans des débats « d'Études Créoles de par le monde » !
- Victor Piché* Tu soulèves un problème fondamental. Qui a le droit de parole ? Qui peut prendre la parole ? Je pense que les gens, dans la Caraïbe, veulent prendre la parole; c'est une phase de prise en charge de leurs propres réalités. Ce ne peut que rendre les échanges entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur plus intéressants. Mais à partir de quel moment es-tu dedans ou es-tu dehors ?
- Serge Larose* Le régime politique haïtien est très habile dans l'exploitation systématique de ce genre de division.
- Georges Anglade* Le « dedans » et le « dehors » ne renvoient pas à une territorialité quelconque. C'est dans la manière de définir l'objet d'étude, la méthode de sa connaissance, les concepts de son expression par la prise en charge des formes et des structures, de résistance et de survie, dans la pauvreté. Il y a une lutte, en ce moment, pratiquement dans toutes les Caraïbes entre patrons du sous-développement et Antillais en quête de « désenveloppement », qui essaient de formuler un nouveau cadre d'études pour s'en sortir, ce qui est très différent des thèmes imposés de loin. Une pensée différente est en train de naître. Prenons les préoccupations sur la petite agriculture, sur les marchés; elles n'étaient guère un courant dominant jadis.
- Serge Larose* C'était une préoccupation marginale du Centre que les Antillais sont en train de se réapproprier.
- Emerson Douyon* Traditionnellement, l'orientation de la recherche est toujours venue du dehors. On peut se demander dans quelle mesure la problématique aurait été la même si elle était venue du dedans. Plusieurs Antillais se demandent jusqu'à quel point un étranger peut vraiment sentir les problèmes de l'Antillais. Peut-il interpréter l'autre du dedans ? Est-ce que ça correspond à des schèmes familiers pour eux ou bien est-ce tout à fait étranger ? Dans quelle mesure n'y a-t-il pas nécessité, au niveau des enquêtes, de n'utiliser que des gens de nationalité antillaise, par exemple ?
- Georges Anglade* Des théories nouvelles sont en train de prendre corps sur le renversement de la trajectoire des discours; toute l'analyse partait des centres vers les périphéries. Mais voici que l'on commence à se dire : « si on partait maintenant de la Caraïbe » ? Les trajectoires changent, des périphéries vers les centres. La Caraïbe est en passe de devenir autre chose qu'un terrain exotique pour en faire des colonies de vacances.
- Kari Levitt* Dans la Caraïbe anglophone, le type dominant d'analyse est venu des Antillais eux-mêmes. C'est très différent. Dans les « West Indies » il y a un nationalisme très, très fort autant chez les intellectuels que chez les professionnels. Dans la décennie des années 60, en Jamaïque, tous les étrangers – Anglais de nationalité – ont été

*Kari Levitt*

remplacés à l'Université des West Indies. Depuis 70 presque aucun professeur n'est venu de l'étranger à la faculté des Sciences Sociales. On est fermé à tout étranger; même à ceux de Jamaïque qui ont été formés à l'extérieur. Il y a eu une vague extrêmement créatrice, celle des « UWI economists » qui s'est peu à peu imposée : des gens comme Best, Beckford, Girvan, Jefferson, Thomas... Aux Antilles françaises, les frères Crusol ont séjourné à Trinidad; ils ont eu des liens étroits avec Lloyd Best et ils ont appliqué à l'analyse de la situation de la Martinique et de la Guadeloupe certains des schémas d'analyse de cette école. Malheureusement, on assiste maintenant à un véritable processus de recolonisation par les idées américaines. Il y a de plus en plus de gens qui ont fait leurs études aux États-Unis ou au Canada et qui rentrent avec les techniques économétriques. On assiste à des changements : les méthodologies de l'extérieur, axées sur la quantification à outrance, se réaffirment avec force. On assiste simultanément à la dégringolade des marxistes : ils n'étaient déjà pas très forts intellectuellement. Il y a également cette crise qui affecte maintenant l'université. En ce qui concerne les économistes, tous les grands « West Indians » des années soixante, à l'exception de Beckford, sont maintenant partis. Les salaires sont trop bas; ils ont trouvé à s'employer hors de l'université ou hors du pays. Il est possible que maintenant, face à cette situation catastrophique, les approches américaines rentrent à l'université en Jamaïque bien que le sentiment nationaliste y soit toujours très fort. À Trinidad, mes collègues au département d'Économie ont bloqué depuis cinq ou six ans la nomination d'un « full professor » car ils préfèrent ne nommer personne plutôt que de faire appel à un Américain ou un Canadien.

*Serge Larose*

Avec les événements de Grenade, n'assiste-t-on pas, pour un temps du moins, au triomphe de cette tendance qui ne réussit à s'imposer que par la force ? N'assiste-t-on pas à la marginalisation de tout un courant, extrêmement brillant, dont tu as parlé Kari au profit de ces nouveaux technocrates à valise et cravate formés dans les universités américaines ?

*Kari Levitt*

Je ne crois pas que ça aille jusque-là. Le sentiment nationaliste dans les West Indies est trop fort. On craint que Seaga n'envisage de fermer le département d'Économie afin d'orienter tout le monde vers le « management ». Il n'aura jamais l'assentiment des intellectuels « West Indians ». Quant à la coopération avec les universités américaines, c'est plus une question de sous que de cœur. Informellement, les chercheurs étrangers ne sont bien reçus qu'en autant qu'ils disposent de certaines sommes pour l'engagement de chercheurs locaux.

*Emerson Douyon*

Pour revenir à cette question de natifs et d'étrangers, il est des questions que les Haïtiens peuvent se poser entre eux. Il en est d'autres que seuls les étrangers oseront aborder : la question de couleur par exemple. Il y a des questions dans lesquelles nous sommes trop impliqués; nous n'avons pas nécessairement le recul qui nous permettrait de nous questionner avec suffisamment d'objectivité. Pour ce qui est de la légitimité du discours sur l'autre, on pourrait renverser la question. Quand un Antillais parle sur la société québécoise, a-t-il davantage le droit de le faire qu'un Québécois sur les sociétés antillaises ? On peut s'interroger quant à l'impact de la migration antillaise sur l'identité québécoise. À un mo-

- Emerson Douyon* ment crucial où les Québécois se cherchent, où ils ont intérêt à se définir entre eux, savoir qui ils sont, voici qu'arrive une masse d'immigrants qui vient interférer avec ce questionnement. Il est donc tout à fait légitime de se demander comment ils réagissent à cette arrivée massive des Antillais. Non pas en termes de racisme ou pas — je ne crois pas qu'il faille poser la question en ces termes — mais plutôt comme réaction à un élément étranger qui vient empêcher la poursuite d'un questionnement et jouer éventuellement le jeu d'autres forces dans la société qui ont intérêt à empêcher ce questionnement. Comme Antillais, c'est une problématique qui m'intéresse. Ai-je le droit de poser ces questions ?
- Victor Piché* As-tu le sentiment que tu as le droit ? C'est quoi ton sentiment là-dessus ? Je poserais la question à Georges également. Avez-vous l'impression de pouvoir intervenir dans ce débat sur l'identité québécoise ? La même question se pose aussi pour les anglophones.
- Emerson Douyon* Le problème repose sur le fait que le chercheur antillais, même s'il est ici depuis longtemps, doit toujours justifier son droit à se poser des questions aussi. C'est le problème de l'insertion du chercheur dans la culture d'un milieu qui lui est étranger.
- Victor Piché* Il y a certainement un rapport de domination qui joue ici. Tu es ici depuis 20 ans et tu sens que tu n'as peut-être pas le droit de parole alors que nous, on va passer trois mois dans la Caraïbe et on peut écrire une thèse sans gêne. Comme chercheurs québécois, nous allons certainement continuer à faire de la recherche dans la Caraïbe; je pense qu'on devrait s'interroger sur la légitimité de notre recherche, non pas de façon stérile, pour arrêter d'en faire, mais plutôt pour définir un contenu nouveau à partir de cette interrogation.
- Kari Levitt* Je pense qu'il faut être modeste. Les gens qui viennent de ces sociétés ou ceux qui ont passé plusieurs années là-bas, cinq ou dix ans, sont seuls à pouvoir vraiment comprendre la complexité des enjeux. Je pense qu'un chercheur du Québec qui vient passer trois mois, six mois, un an, peut faire une petite contribution mais ce n'est pas ça la grande connaissance de la Caraïbe. Nous avons une certaine responsabilité pour aider les gens là-bas; ça c'est vraiment important. Il faut mettre sur pied des programmes de coopération qui permettront aux gens là-bas de poursuivre leurs recherches. Bien sûr, les situations sont très diverses d'un endroit à l'autre. Il y a les pays à forte répression comme Haïti ou Guyana. En Jamaïque, l'université manque d'argent; nos collègues sont obligés de se vendre aux universités américaines pour pouvoir demeurer là-bas. C'est devenu un luxe de rester en Jamaïque; c'est plus facile d'émigrer.
- Victor Piché* Je reviens à la question de cette légitimité du discours sur l'ailleurs. Je me place d'un point de vue québécois. C'est important que nous ayons ici un discours sur l'ailleurs. Parce que de toutes façons, ce discours existe déjà; l'ACDI ne se gêne pas pour parler de la Caraïbe après y avoir passé trois semaines. Notre gouvernement a aussi une politique sur la question. Je pense important qu'il puisse s'élaborer un contre discours sur la Caraïbe. On doit s'inscrire dans le débat.



*Serge Larose*

On reste jusqu'ici dans des perspectives étroitement nationales. Or il y a dans la Caraïbe une telle mobilité que cette logique me semble court-circuitée. Les Antillais s'inscrivent également dans des réseaux transnationaux qui tiennent à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.

*Kari Levitt*

Il faut une perspective plus dynamique. La Caraïbe est en train de se transformer de façon accélérée. C'est une question de mobilité unique dans les pays du tiers-monde : mobilité des personnes, circulation d'argent, accroissement des communications entre les îles et entre les îles et les diverses métropoles. Les Antillais ont fait des stratégies de survie un art. C'est ce qu'on appelle dans la littérature les « marginaux », même si je n'aime pas cette terminologie. Les Antillais sont tous des économistes; ils peuvent trouver des centaines de façons différentes de survivre et de s'adapter au changement. En Jamaïque, au cours des années soixante-dix, une couche de nouveaux riches a pu émerger; ils étaient originaires des couches populaires. Ce sont les commerçants et vendeuses itinérantes, les « higglers ». Ils allaient dans les campagnes acheter des oignons qu'ils revendaient à Miami ou Panama (le « Panama run »); ils y achetaient les produits de Taïwan pour les revendre dans les rues de Jamaïque. Maintenant, quelques-uns sont devenus riches; ils se sont bâtis des maisons bourgeoises.

Il y a tout le commerce du « ganja ». Les gens du Fonds Monétaire International ont fait un estimé. Pendant les dernières années du régime de Manley, les valeurs globales que représentait le « ganja » à l'exportation étaient peut-être aussi importantes que celles de la bauxite et de l'alumina. C'était la première culture commerciale. Et le plus fantastique, c'est que le revenu généré de la sorte est largement disséminé dans les campagnes. Les économistes parlaient de la baisse du P.N.B. pendant les dernières années du régime Manley; pourtant on se promenait dans les campagnes et on n'avait pas du tout cette impression. La culture du ganja est bien sûr illégale mais c'est très bien organisé. Dernièrement, je parlais avec un paysan de la région de Ste-Elisabeth; en dépit de sa faible scolarité, cet homme connaissait les taux de change entre presque toutes les monnaies du monde. Les paysans sont de bons spéculateurs sur la valeur de l'argent par rapport au dollar américain. Récemment, l'administration Reagan a fait de fortes pressions sur le gouvernement Seaga pour mettre fin à ce commerce. Maintenant, les jeunes ne se gênent plus pour faire des appels outre-mer; le réseau téléphonique sert au « hustling ». Tout ça amène des changements profonds dans les structures sociales. Ça s'accompagne également de graves problèmes dans les écoles. Partout on se plaint d'une baisse de la discipline; les parents dans la quarantaine s'en plaignent. C'est dire combien l'impact de la migration est très important.

*Serge Larose*

Verrais-tu dans la migration le principal moteur des changements actuels ?

*Kari Levitt*

Dans la Caraïbe, la migration est normale. Toute l'histoire des Caraïbes en est une de migrations : l'esclavage, le travail à Panama et à Cuba, puis le travail à New York, Londres et Toronto. Je pense que c'est une spécificité de la Caraïbe; les autres pays du tiers-monde sont beaucoup plus fermés. Les migrants maintiennent pourtant leur culture; c'est elle qui sous-tend l'existence de ces réseaux internationaux.

- Georges Anglade* Il faut maintenant s'interroger sur les « marges » de ces sociétés : la problématique des savoir-faire paysans, des marchandes, par exemple. On me met souvent en garde, mais quelle est la voie de sortie ? À mon sens, il s'agit là du seul point de départ possible. Il est clair que les débordements se prendront par les marges, les pratiques quotidiennes telles que vécues par le peuple. Or nous ignorons tout de ces structures et de ces pratiques locales. Tu as fait, Serge, sept ou huit petits articles sur le petit artisanat qui, pour beaucoup, ont été des révélations; les gens avaient perdu de vue le sens de ces pratiques. Ceci devrait être une des tendances dominantes de recherches dans la Caraïbe; l'accumulation locale des savoir-faire de résistance et de survie.
- Serge Larose* Mais si l'on ne peut qu'admirer ces stratégies de survie, il n'en demeure pas moins qu'elles traduisent une adaptation individuelle ou familiale; comment se fait-il qu'elles n'arrivent pas à se constituer en projet social plus global ?
- Georges Anglade* Peut-être parce qu'on ne les a jamais étudiées comme un ensemble à intégrer et à articuler en vue d'une proposition de société nouvelle. La société aux Antilles a toujours été imposée de l'extérieur. Il faudrait arriver à bâtir un modèle à partir des savoir-faire des paysans et des commerçantes. Mais c'est de la connaissance des données « marginales » que nous arriverons peut-être à définir de nouveaux objets d'étude — je parle de ces pratiques dont ne parlent pas les manuels universitaires — à partir desquels nous pourrions élaborer un nouveau contrat de société. Et qui dira, par exemple, ce rôle des femmes dont tu ne retrouves nulle part ailleurs d'équivalent ? Tu as là comme une entente tacite, depuis deux siècles, qui laisse à la femme certains secteurs de travail en échange de son rôle de « poto-mitan » de la pauvreté. C'est tout de même étonnant de ne voir que des femmes dans un marché qui rassemble de cinquante à soixante mille personnes. Je me demande si toutes les Caraïbes manifestent ce même dynamisme des femmes. Et ces femmes, responsables de la reproduction, sont chefs de famille à 80%; elles produisent l'enfant, l'élevent, font commerce et arrivent même à donner de l'emploi aux hommes. Jamais on n'a interrogé à fond cette dimension qui crève pourtant le décor.
- Serge Larose* Les cultures commerciales sont dominées par les hommes; le secteur vivrier l'est par les femmes.
- Georges Anglade* C'est ça, mais ton modèle de société de « désenveloppement », tu ne peux pas le faire sur celui des « cash crops ». Tu miseras aussi sur les femmes parce que tu élabores un modèle différent de celui des cultures commerciales qui, elles, reproduisent la dépendance.
- Emerson Douyon* On pourrait lire ces phénomènes comme autant de faits de résistance à la dépendance. Prenons par exemple le jardin paysan. Sa réalité n'est pas seulement économique; la propriété revêt en Haïti une dimension symbolique. C'est avant tout le lieu de résidence d'un ensemble de familles, mais c'est aussi le lieu de transmission des « loas », des esprits. On peut se demander pourquoi les gens ne font pas le jeu des économistes. On pourrait s'interroger sur la signification du vaudou en ce qui concerne la question du développement. De quelle manière, par les formes d'investissements qu'il

- Emerson Douyon* encourage, le vaudou n'alimente-t-il pas des résistances à tout modèle de développement, quel qu'il soit ?
- Victor Piché* L'étude des marges est certes importante. Mais je m'interroge sur sa signification actuelle. Le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale s'intéressent aussi en ce moment à ces phénomènes. Prenons par exemple la question des transferts monétaires faits par les émigrants à leurs familles; on s'aperçoit de plus en plus de l'importance de ces sommes et de la possibilité de les utiliser comme source de capitaux, mais l'objectif ultime pour le Capital consiste à contrôler ces processus. Ce serait possible par le biais d'une législation gouvernementale. En Afrique, le secteur informel devient de plus en plus réglementé.
- Serge Larose* L'argent des migrants est en train de devenir un enjeu. Comment intégrer cet argent dans des circuits plus rentables pour le capital ? Par la création de fonds de pensions ?
- Georges Anglade* Ces argents ont un impact énorme déjà. Ils viennent, en Haïti, transformer des choses comme le baccalauréat. En vingt ans, le nombre de ceux qui se sont présentés à l'épreuve s'est multiplié par cinq : de 3 000 en 1960 à 15 000 en 1983, et sans qu'aucun crédit n'ait été apporté par le gouvernement.
- Emerson Douyon* Combien ont réussi ?
- Georges Anglade* Le pourcentage est stable. Mais, indépendamment de cela, l'argent des migrants fait pousser les écoles, de nouvelles cliniques, etc... cent millions de dollars/année font tourner bien des choses au ras du quotidien. Ces systèmes sont en train de s'établir pour la circulation des transferts monétaires; des systèmes endogènes, j'entends.
- Emerson Douyon* J'ajouterais également les houngans qui font beaucoup d'argent avec la diaspora.
- Georges Anglade* Il y a beaucoup de faux prophètes là-dedans et ailleurs.
- Serge Larose* D'accord, mais le sens de ces transformations n'est pas nécessairement positif. À l'intérieur des familles, il se crée une compétition pour l'argent du migrant. Ces transferts ont souvent des effets déstructurants. De plus, ce type de croissance n'est certes pas auto-centré. Les écoles n'enseignent pas nécessairement aux gens à mieux vivre en Haïti; elles leur enseignent au contraire à partir.
- Kari Levitt* Si on parle de dépendance, prenons d'abord le niveau de la dépendance personnelle. La dépendance la plus forte vient de ce que, dans ces pays, le gouvernement est le plus gros employeur au pays. C'est exactement le modèle de l'État colonial. Le modèle de la Banque Mondiale est en fait similaire : un énorme secteur public qui constitue la seule source d'emploi. Mais alors, le seul mode de partage du revenu ne peut être que la corruption. La nécessité de la corruption apparaît clairement; c'est structurel. Mais si les gens ont d'autres sources de revenus, alors ils ont une plus grande liberté. Si les gens avaient cette possibilité, ils aimeraient certainement mieux vivre là-bas et se retirer en Jamaïque. C'est ce que représente la migration pour beaucoup. Il faut explorer cette question de mobilité. Je me

- Kari Levitt* méfie des modèles des technocrates, même de ceux de mes amis; ils ont des modèles en tête qui ne marchent pas.
- Emerson Douyon* Il faudrait également se pencher non seulement sur les coûts économiques de la migration, mais également sur les coûts humains. Il y a un paradoxe. Il semble bien que la plupart des pays caraïbéens encouragent les gens à partir. Comme les cerveaux partent, on fait alors venir les étrangers.
- Victor Piché* En se concentrant sur les stratégies de survie, il ne faut tout de même pas rejeter les problématiques plus globales, plus structurelles, les raisons qui font que les gens sont acculés à développer ces stratégies. Il faudrait faire le joint entre le global et le vécu.
- Georges Anglade* Le rôle du « dehors » est probablement de montrer les problèmes généraux qui se posent tant ici que là. Mais le rôle du « dedans », c'est bien de développer des stratégies nationales de rupture. Je dis bien nationales. Je ne vois pas un jour ces îles toutes ensemble... unies, se « désenvelopper » de tout cet enveloppement; ça ne peut se faire que coup par coup, cas par cas.
- Serge Larose* Et que penser du rôle de Montréal ici ?
- Kari Levitt* Montréal est dans une position spéciale. On peut espérer y franchir les barrières linguistiques, un peu du moins. On pourrait œuvrer en ce sens. On pourrait organiser ici des rassemblements de jeunes chercheurs et intellectuels de la Caraïbe francophone et anglophone. On pourrait également faire des traductions; la Caraïbe anglophone ignore ce que fait la Caraïbe francophone et vice-versa. En fait cet isolement existe pour chacune des îles. Très peu de Jamaïcains ont visité d'autres îles; et souvent il s'agit de bureaucrates, d'hommes d'affaires. L'autre jour, j'ai demandé à des étudiants universitaires en Jamaïque s'ils étaient déjà allés à Trinidad ou dans les îles de la Caraïbe orientale; aucun d'entre eux. Mais la plupart d'entre eux connaissaient bien Miami, New York ou Toronto. Ils me demandaient si je connaissais Mississauga. Briser les barrières entre intellectuels venant chez nous en provenance de la Caraïbe : on peut faire quelque chose en ce sens. Mais aussi traduire les œuvres : celles de Georges en anglais et de Beckford en français. Un autre point à souligner : l'accès libre à Cuba depuis Montréal. On vient de partout dans les Amériques pour se rendre à Cuba. Montréal est bien située; ils nous faut prendre plus de responsabilités ici.
- Georges Anglade* Cette question de traduction/circulation est vraiment une urgence. Je la ressens comme l'une des contributions majeures à une aire dans laquelle quatre langues servent continuellement de véhicule. Nous sommes maintenant suffisamment nombreux à les maîtriser pour nous pencher sur ce problème de communication.
- Serge Larose* Et si les chercheurs se donnaient eux-mêmes comme priorité de traduire un ou deux articles par année ? Ce n'est pas un travail énorme et ça ne coûterait pas cher. Mais je ne pense pas que les chercheurs soient vraiment sensibilisés à cette question.
- Kari Levitt* On a ici des spécialistes du créole. Je serais curieuse de voir mises en rapport les chansons populaires haïtiennes avec les calyptos de Trinidad. Le calypso est une tradition populaire très vivante dans

*Kari Levitt*

la Caraïbe orientale. Et le reggae également. Il serait intéressant d'en traduire la poésie l'un dans l'autre; il y a là un fonds populaire commun. Il faut accroître la communication.

*Emerson Douyon*

Il n'y pas seulement la communication entre le Québec et les Antilles à développer. Il y a aussi la communication entre les îles de la Caraïbe. Ce processus passe avant tout par une recherche de ce qui nous rapproche sur le plan psychologique, c'est-à-dire par la recherche d'une identité antillaise commune. Il y a sans doute là de nouvelles perspectives de recherches à explorer. On pourrait commencer par identifier les domaines de recherche où l'identité devient un enjeu. Je pense par exemple au problème de l'adoption internationale et à la question du placement de l'enfant noir en milieu blanc. S'agit-il d'une nouvelle entreprise d'aliénation ou au contraire d'une voie de libération et d'enrichissement de l'identité ethnique de l'enfant antillais? L'antillanité sortira-t-elle gagnante ou perdante face à ces nouvelles perspectives de communication entre la Caraïbe et le Québec?

*(propos recueillis par Serge Larose)*